

# À table !

Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain

## ÉDITORIAL

### On remet la table !

Par Jean-Paul Faniel, Coordonnateur de la Table

## AU MENU

### Éditorial

On remet la table! p.1

### Les comités de la Table

Comité communication p.2

### Dossiers des membres

L'insécurité alimentaire chez les 60 ans et plus p.3

### Dossier politique

Faim et développement social du Québec p.4-5

### Dossier thématique

L'eau, un bien public p.6-7

### Des nouvelles de chez vous

Carrefour d'entraide La-chine

Rencontre Châteaugoïse

Aliments d'ici

Aliment'action St-Michel p.8

**Après quatre ans de cessation de parution, le bulletin À table reprend du service. En effet, grâce à l'apport bénévole de deux membres de la Table, Geneviève Breault et Marjorie Northrup, cet instrument déterminant de notre rôle de réflexion et de partage des expériences en sécurité alimentaire renaît de ses cendres et est promis à un avenir, semble-t-il, durable. ■**

Par cette initiative, le CA de la Table veut avant tout mettre en lumière les pratiques communautaires inspirantes qui réussissent non seulement à aider les gens à se nourrir et à nourrir leur famille, mais surtout à les soutenir dans leurs efforts pour se sortir de l'extrême pauvreté. En ce sens, la Table a toujours considéré l'aide alimentaire comme une nécessité dans les cas d'urgence ou de problématiques plus lourdes. Cependant, elle a également soutenu qu'il nous fallait aller plus loin et s'attaquer aux sources du problème.

C'est ce qui l'a amené à mettre en lumière les pratiques alternatives favorisant l'autonomie alimentaire et le développement du potentiel des personnes. C'est aussi ce qui l'a poussé à travailler avec ses membres et d'autres organismes au développement d'une politique nationale de sécurité et de souveraineté alimentaire pour faire de l'alimentation un droit et s'assurer qu'on la traite, en tant que société, comme un besoin essentiel avant d'être un bien commercial.

C'est encore ce qui l'anime à oeuvrer à la création d'une instance communautaire nationale en sécurité alimentaire. Celle-ci élargira le champ des échanges d'expériences communautaires à toutes les régions du Québec et multipliera l'efficacité de nos démarches pour faire avancer la mise en oeuvre de cette politique nationale et faire valoir dans le grand public et auprès des bailleurs de fonds la pertinence de nos interventions pour les plus pauvres d'entre nous.

Certains de nos partenaires mettent plutôt le focus sur l'amélioration de l'alimentation de toute la population ou sur la préservation de notre environnement. Le bulletin À table s'en fera également l'écho considérant que ces enjeux s'inscrivent parfaitement dans nos objectifs de redonner à la population plus de pouvoir sur son alimentation, de la fourche à la fourchette. Cependant, notre attention se concentrera toujours sur l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, ceux-ci étant les plus touchés par les problèmes de santé liées à ces enjeux.

Par sa renaissance, le bulletin À table remet la table. Il inscrit au menu tous ces défis et y ajoutera sûrement d'autres coups de cœur qui jalonnent son parcours. Souhaitons-lui d'être abondamment et régulièrement approvisionné par vos initiatives, votre labeur et vos réussites!

**Et souhaitons-nous bon appétit et bonne lecture !**

■

## LES COMITÉS DE LA TABLE...

**Comité communication: un comité au service de ses membres**

Par Jean-Paul Faniel, Marjorie Northrup et Geneviève Breault

Après quelques années durant lesquelles la *TCFDSMM* a perdu de la visibilité sur la scène publique, vous avez manifesté le désir de voir votre regroupement retrouver la place qui lui revient. La dernière assemblée générale annuelle a d'ailleurs entériné cette volonté en nommant à la tête de ses priorités la question des communications et en donnant vie à son comité communication.

Tout récemment formé, le comité communication s'est doté de 3 objectifs précis :

- 1- Structurer la communication et augmenter la fréquence de cette dernière avec ET entre les membres de la Table;
- 2- Se doter d'une meilleure structure de communication publique;
- 3- Se doter d'une structure de communication nationale



Rappelons-nous que la mission de la *Table* se décline en deux volets. Elle veut, d'une part, vous soutenir et favoriser les interventions efficaces des groupes en sécurité alimentaire. D'autre part, la *Table* est animée par le devoir de faire connaître les conditions de la sécurité alimentaire auprès du grand public.

Parmi les stratégies étudiées par le comité pour relancer la machine à pleine vapeur, notons la renaissance de votre bulletin *À Table!* qui, faute de ressources financières et humaines, s'était malheureusement éteint pendant plusieurs années.

Donc, à nos micros!

**Atelier-pilote à l'ACEF du Nord: Épicerie santé pour budgets serrés**

Par Geneviève Breault

L'*ACEF du Nord de Montréal*, un organisme communautaire qui se préoccupe des questions de consommation, notamment de celles du budget et de l'endettement, offre, depuis le printemps dernier un atelier-pilote sous le thème *Épicerie santé pour budgets serrés*.

Le projet vise essentiellement à renforcer ou à modifier des connaissances, des aptitudes et des comportements chez les consommateurs à faible revenu en abordant les thèmes du budget et de la planification en matière d'alimentation.

L'atelier n'est pas orienté vers une approche diététique, mais bien organisationnelle. On vise essentiellement à susciter une prise de conscience devant le fait que les supermarchés sont des entreprises qui cherchent à faire de l'argent. Il est toutefois possible, en comprenant les trucs et astuces du marché, de tirer son épingle du jeu.

Pour obtenir plus d'informations sur le projet, communiquez avec Isabelle au 514-277-7959.



Pour ceux qui désirent réfléchir ensemble sur l'efficacité, l'orientation et la planification de leurs interventions, la *Table* offre un service d'accompagnement ou de formation sur la sécurité alimentaire dans une perspective de développement social.

Pour connaître les tarifs préférentiels offerts aux membres, les possibilités de soutien ponctuel ou d'accompagnement, communiquez avec nous au 514-387-7997 ou par courriel à [table-faim@bellnet.ca](mailto:table-faim@bellnet.ca)

## DOSSIERS DES MEMBRES : Le Centre d'Action bénévole de Montréal

## L'insécurité alimentaire chez les 60 ans et plus

Par Marjorie Northrup

**Le Centre d'action bénévole de Montréal a pour mission de promouvoir l'action bénévole auprès de la population et de soutenir sa pratique au sein des organismes communautaires.**

**Le CABM joue également un rôle spécial à titre de Bureau central des Services alimentaires bénévoles, en fournissant des services de soutien à un réseau d'une centaine de Popotes roulantes et services de repas communautaires pour aînés. ■**



**Le portrait** des personnes âgées au Québec n'a jamais été si ensoleillé: meilleure santé, revenus plus stables, contribution plus soutenue au bien social par le biais du bénévolat et de l'aide à ses proches, tous ces facteurs et bien d'autres nous permettent d'envisager avec optimisme cette phase de la vie. Toutefois, comme pour tout portrait, il y a l'envers plus sombre. Un des facteurs déterminants de la qualité de vie est la sécurité alimentaire. Pour une partie importante de la population aînée, cette sécurité est menacée de plusieurs façons.

### MANGER OU ME LOGER CONVENABLEMENT

#### Les facteurs économiques

**Le seuil** du faible revenu est établi à environ 17 000 \$ pour une personne

seule en région urbaine. Chez les 65 ans et plus, les plus pauvres sont ceux qui reçoivent, en plus de leur pension de vieillesse, le supplément du revenu garanti. Plus de la moitié des plus de 65 ans reçoivent le supplément. Le revenu total avec ce supplément est d'environ 13 000 \$ par année. Cela fait que la majorité des aînés québécois vivent sous le seuil du faible revenu, et disposent d'environ 1 100 \$ par mois pour suffire à tous leurs besoins.

Selon la *FRAPRU*, le loyer moyen pour un 3½ est d'environ 600 \$ par mois. Si l'on ajoute un minimum de 150 \$ pour le chauffage, l'électricité et le téléphone, il n'y a plus qu'environ 350 \$ pour tout le reste, y inclus l'alimentation, les lunettes, le dentiste etc. ! Pour ces personnes, il est même difficile de se payer des services alimentaires bénévoles peu dispendieux comme la popote roulante.

### MANGER OU ALLER À MON RENDEZ-VOUS MÉDICAL

#### Les facteurs liés à la santé

**Il est clair** que les Québécois vivent plus longtemps, et en meilleure santé. Toutefois, les gens souffrant d'incapacités vont vivre plus longtemps avec ces incapacités. Vingt-cinq pour cent ( 25% ) des 65 ans et plus disent être limités à long terme dans leurs activités à cause d'un problème de santé. De plus, beaucoup de maladies chroniques tels le diabète, les ulcères d'estomac, les problèmes de déglutition, etc., nécessitent l'adoption de régimes alimentaires spécifiques, restreints, qui coûtent plus cher et sont plus difficiles à préparer. Aussi, les visites chez le médecin ou à l'hôpital pour les traitements médicaux engendrent des dépenses de transport, de nourriture et parfois d'accompagnement, qui grèvent un budget déjà restreint. Les problèmes de santé mentale, ainsi que la

démence et la maladie d'Alzheimer, sont aussi des barrières à surmonter pour bien se nourrir. Une statistique affolante : plus de 50% des aînés qui vivent en institution de soins à longue durée souffrent de dénutrition !

### RISQUER DE GLISSER SUR LA GLACE ET ME FRACTURER UNE HANCHE OU NE PAS MANGER

#### Les facteurs environnementaux

**Le moins** que l'on puisse dire du climat du Québec, c'est qu'il est intéressant dans sa variété ! Ces variations entraînent des défis particuliers pour les aînés à mobilité réduite, que ce soient les trottoirs glacés ou la chaleur accablante, qui rendent l'approvisionnement en nourriture plus difficile. De plus, la prolifération de magasins à grande surface entraîne souvent la disparition de l'épicerie locale, familière et facile d'accès. La majorité des aînés vivent seuls. Plusieurs études ont démontré que le fait de manger seul affecte négativement le désir de cuisiner, et même l'appétit. Ceci mène souvent au cliché trop vrai de « la tasse de thé et le biscuit » comme repas.

**Le temps est venu d'agir ! Le nombre des aînés au Québec va presque doubler en 25 ans. Le Québec est la province canadienne qui dépense le moins per capita en services de maintien à domicile. ■**

Centre d'action bénévole de Montréal  
2015, rue Drummond, Suite 300 (angle de Maisonneuve, Métro Peel)  
Montréal, Québec H3G 1W7  
Téléphone : 514.842.3351  
Télécopieur : 514.842.8977  
info@cabm.net

## DOSSIER POLITIQUE

**Faim et développement social du Québec**

Instance communautaire québécoise de sécurité alimentaire

Depuis juin 2007, la *Table* a travaillé à élaborer un projet brossant les grandes lignes de ce que pourrait être une nouvelle instance communautaire québécoise de sécurité alimentaire.

Regroupant potentiellement les réseaux communautaires régionaux, sous-régionaux et nationaux oeuvrant sur le front de la sécurité alimentaire (SA), cette nouvelle instance pan-québécoise résulte de demandes répétées depuis plusieurs années de regroupements nationaux et régionaux à la *Table sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* pour travailler avec les autres régions du Québec à se doter d'un lieu de concertation qui soit propre au communautaire en SA.

Voici donc les grandes lignes de ce que pourrait être une telle instance. ■

**MISSION**

*Faim et développement social du Québec (FDSQ)* reçoit de ses membres locaux, régionaux et nationaux (organismes, regroupements et concertations membres) la mission de les soutenir, afin de favoriser chez eux et de promouvoir partout le développement de pratiques solidaires visant l'éradication de la faim, la reprise de contrôle des citoyens (notamment des citoyens à revenu précaire ou en situation de vulnérabilité) sur leur alimentation et sur leur vie et le recouvrement de leur pleine citoyenneté.

**OBJECTIFS ET ACTIVITÉS PRINCIPALES**

*Faim et développement social du Québec*, par ses assemblées annuelles, ses rencontres régulières, ses comités de travail et colloques thématiques, son bulletin d'information, son site Internet, ses publications d'analyse et de réflexion, ses sessions et ses outils de formation et d'animation, répond aux besoins exprimés par ses organismes, regroupements et concertations communautaires de se doter d'un lieu pan-québécois qui leur soit propre pour s'informer, réfléchir ensemble, échanger, se concerter et se former sur leurs pratiques d'intervention visant la lutte à la pauvreté et la faim dans une perspective de développement social.

Il répond également aux besoins de ses membres d'être représentés auprès des instances gouvernementales et financières et auprès d'autres intervenants sociaux pour défendre les intérêts des citoyens visés par sa mission et des organismes qui les soutiennent.

**Soutien aux interventions émancipatrices**

Dans cette optique, *FDSQ* est appelé à soutenir et à promouvoir différentes pratiques émancipatrices qui ont marqué le développement du mouvement communautaire en sécurité alimentaire, comme les banques et comptoirs alimentaires, les Popotes roulantes, les Cuisines collectives, les Mesures alimentaires en milieu scolaire, les Magasins Partage, les Groupes d'achats collectifs, les

Regroupements d'achats collectifs, l'Agriculture soutenue par la communauté, les restaurants communautaires, l'apprentissage culinaire en milieu scolaire, les jardins collectifs, communautaires et en milieu scolaire et d'autres formes d'interventions favorisant le développement social en SA.

**Soutien par la formation et l'accompagnement**

*FDSQ* soutient également les efforts de ses membres en développant différents programmes de formation et d'accompagnement adaptés aux besoins et aux démarches spécifiques de ses membres locaux, régionaux et nationaux (groupes de première ligne, regroupements nationaux et régionaux et concertations locales) afin qu'à partir de l'expertise cumulée des différents groupes membres, il les accompagne et les soutienne dans leur démarche de réflexion collective.

*FDSQ* offre entre autres aux groupes, regroupements et concertations intéressés 3 types de formation:

1- une formation de base touchant l'un ou l'autre de ces points: la compréhension partagée de la sécurité alimentaire; les objectifs communs à se donner dans une concertation territoriale; les perspectives nouvelles qu'apporte une vision de développement social d'un milieu

2- Une formation plus élaborée sur des préoccupations précises comme : l'aide alimentaire et ses différentes pratiques;

**Pistes d'action 2007-2009**

Développer une instance nationale communautaire de sécurité alimentaire

Mettre en œuvre une politique globale de souveraineté alimentaire



DOSSIER POLITIQUE

mentaire à l'entraide et à l'autonomie alimentaire; l'élaboration d'un plan d'action territorial de développement social en sécurité alimentaire.

3- une formation se réfèrent aux ressources de nos membres, notamment en ce qui concerne l'origine, l'esprit et l'organisation:

- d'une Popote roulante;
- d'une Cuisine collective;
- d'un Groupe d'achats coopératif;
- d'une Conférence de la Saint-Vincent-de-Paul;
- d'un Magasin Partage;
- d'un groupe d'agriculture soutenue par la communauté;
- d'un comptoir alimentaire lié au développement des gens

**Soutien par l'analyse et la recherche**

S'inspirant des travaux d'analyse de ses membres et d'ailleurs, FDSQ publiera des documents d'analyse approfondissant certains aspects de l'appauvrissement et des défis qu'il nous pose. À cet effet, il travaillera en collaboration avec des chercheurs reconnus pour valider plus rigoureusement les expériences communautaires les plus probantes et améliorer les autres en conséquence.

*Soutien par l'information : un bulletin d'information et un site Internet*

FDSQ publiera un bulletin d'informa-

tion et activera un site Internet qui reprendront les travaux de réflexion collective que nous effectuerons dans nos assemblées régulières pour les faire circuler plus largement, développeront certains dossiers d'intérêt commun et feront état des activités de nos membres. De plus, le site Internet permettra aux citoyens intéressés de prendre connaissance de nos ressources, de nos travaux et de prendre part aux débats et enjeux en alimentation.

**Les colloques de FDSQ**

FDSQ enfin ponctuera sa réflexion collective de moments forts en organisant différents colloques sur des sujets d'intérêts supérieurs

**PISTES D'ACTION 2007-2009**

*Développer une instance nationale communautaire de sécurité alimentaire*

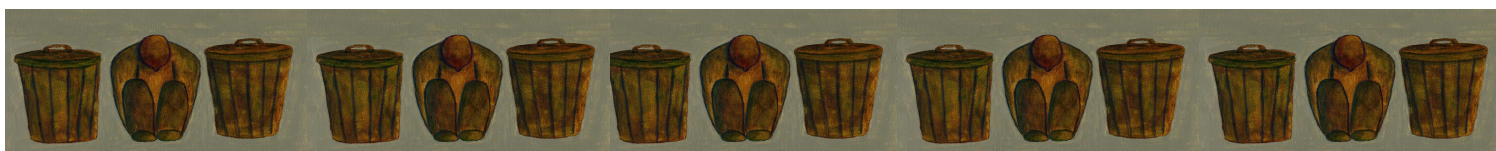
FDSQ se donne pour premier objectif principal son propre développement basé sur une représentation la plus large possible du milieu communautaire en alimentation. Il travaillera pour ce faire à solliciter la collaboration des concertations régionales en sécurité alimentaire, de même qu'avec les grands regroupements communautaires nationaux et régionaux en alimentation comme l'AQBAM, le RCCQ, le Collectif des groupes d'achats, Équi-

terre, le Regroupement provincial des jardins collectifs, le Regroupement provincial des popotes roulantes, le Conseil Provincial de la Société Saint-Vincent-de-Paul et le Regroupement des Magasins Partage. Il travaillera également en partenariat avec d'autres acteurs concernés comme Option consommateurs, l'Ordre professionnels des diététistes et l'Union des consommateurs.

**Développer une politique globale de souveraineté alimentaire**

FDSQ se donne pour second objectif principal au cours de ses premières années d'existence de travailler avec ses membres à développer une politique globale de l'alimentation qui reflète nos pratiques et nos aspirations de développement social. Préparée par les travaux de la TCFDSMM et du COMOPOL, cette démarche se déroulera en plusieurs rencontres-étapes où les membres de FDSQ se pencheront sur un aspect ou un autre de cette politique en l'enrichissant de leurs expériences, de leurs réflexions et de leurs échanges. Nous comptons ainsi, par ce partage et cette construction collective, aboutir à une stratégie visant l'adoption par le gouvernement d'une réelle politique nationale cadre de l'alimentation qui prenne en compte tous les tenants et aboutissants en la matière. ■

Les raisons évoquées sont multiples pour motiver la création et le développement de cette nouvelle instance nationale. Notons essentiellement, dans une perspective de développement social, la volonté d'échanger entre nous des approches les plus efficaces dans le respect de nos missions respectives, de se doter d'un réseau national d'information régulière relatant les succès et difficultés de nos interventions et informant les citoyens des ressources dans le domaine, de se donner un service national de formation adapté aux besoins de changement que nous vivons constamment (changements de personnel, de partenaires et même d'orientation), de développer des positions socio-politiques communes au communautaire en SA pour mieux collaborer sur des bases plus claires et mieux documentées avec nos instances institutionnelles respectives et communes.



## L'eau, un bien public

André Bouthillier, conférencier invité, propos rapportés par Jean-Paul Faniel



**La Table est sympathisante d'Eau secours: une coalition pour une gestion responsable de l'eau. Elle s'est donnée le mandat d'informer ses membres des développements en la matière et de les inciter à participer aux campagnes publiques visant à préserver cette ressource essentielle. ■**

### La naissance de la coalition

En 1998, plusieurs citoyens constataient que l'eau était mal gérée et que les plus pauvres étaient ceux qui en étaient les plus affectés. C'est ainsi qu'*Eau secours, une coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau* est née, pour tous ceux qui boivent ou ont bu de l'eau polluée, mal traitée ou non accessible.

### La pollution de l'eau ou comment s'empoisonner

Il n'est plus un secret pour personne que l'eau ne se perd ni se crée: elle circule en cycles continuels en passant partout sur terre. Saviez-vous que toute l'eau du monde a passé plus de 20 fois dans le fleuve Saint-Laurent depuis le début de la Terre? Même si l'on ne manquera jamais d'eau, il est clair que nous polluons cette ressource à un rythme ahurissant. Nous créons ainsi toutes les pièces d'un problème colossal car l'eau ne peut être substituée par aucune autre substance. Ce sont notre mode de vie, nos technologies, nos inventions chimiques, notamment la chimie de synthèse, qui empoisonnent cette ressource si précieuse.

N'ayant pas réellement un contrôle sur les rejets industriels déversés ici et là dans nos rivières et nos lacs, nous assistons, impuissants à la dégradation de ces milieux naturels.

Remplaçant la bienveillante et paisible agriculture familiale, l'agriculture industrielle que nous développons et entretenons depuis plusieurs années, dévaste, saccage et souille tout sur son passage pour augmenter ses capacités de production.

Les nappes phréatiques, ces réserves d'eau souterraines qui nous approvisionnent en eau

**Pendant que pas moins de 250 produits chimiques en circulation dans le fleuve voyagent aisément, plus de 500 autres, étant plus lourds, coulent à pic et se déposent au fond de l'eau.**

potable, se retrouvent elles aussi sujettes à la pollution. On y observe la présence de cyanobactéries pouvant provoquer des maladies mortelles.

De plus, pendant que pas moins de 250 produits chimiques en circulation dans le fleuve voyagent aisément, plus de 500 autres, étant plus lourds, coulent à pic et se déposent au fond de l'eau.

Après avoir tiré la sonnette d'alarme, doit-on condamner le verre d'eau qui traîne sur le coin de notre bureau?

Dans certains cas oui, dans d'autres, non. Tout dépend de notre lieu de résidence. Ainsi, contrairement à ce que l'on pourrait penser, plus on vit dans des grandes agglomérations, plus l'eau du robinet est

salubre et propre à la consommation. On le comprend quand on sait que la Ville de Montréal procède quotidiennement à 73 tests de salubrité.

Or, ce n'est pas le cas des petites municipalités éloignées, surtout en milieu agricole. Pas moins du tiers des puits artésiens individuels, omniprésents à la campagne, sont contaminés. L'eau de ces puits n'est testée qu'une seule fois, soit lors du creusage, ce qui fait en sorte que nous la buvons sans même savoir ce qu'elle contient. C'est dire que la pollution des nappes phréatiques affecte plus d'individus qu'on ne le croit et dans des endroits que l'on ne soupçonne pas habituellement. Est-ce un hasard si l'on dénombre une perte de 35% des capacités de reproduction chez les enfants d'agriculteurs?

Mais, ce n'est pas tout, l'aventure n'arrête pas ici. Face aux dangers croissants qui accompagnent l'eau, plusieurs citoyens se tournent avec confiance vers l'eau embouteillée en se disant qu'il vaut mieux payer plus cher, plutôt que de s'empoisonner lentement.

Or, tenez-vous bien, aucun test n'est exigé pour ces marchands d'eau plus pure et qui coûte plus cher que le pétrole. On y a, là aussi, observé des traces de produits chimiques. Étonnant? Non, quand on sait que plusieurs de ces embouteilleurs s'approvisionnent souvent aux mêmes nappes phréatiques que les puits artésiens des milieux ruraux.

Au Québec, l'eau est inscrite au code civil comme « chose commune » et n'est donc pas reliée à une notion de propriété.

Elle n'appartient à personne, même pas à l'État.

Le gouvernement a le mandat de gérer cette ressource pour protéger les intérêts du public et s'assurer que personne ne se l'approprie.

## DOSSIER THÉMATIQUE : L'eau, un bien public

Ne paniquons toutefois pas. Personne ne cherche ici à vous faire troquer votre verre d'eau contre un 2L de Coca-cola. Pour que les traces de produits chimiques présentes dans l'eau et qui ne sont pas éliminables par les filtres courantes puissent provoquer un cancer, on évalue qu'il faudrait boire quotidiennement 6L de cette eau pendant 40 ans. Est-ce votre cas?

**La privation: l'art de faire du \$\$\$**

Comme il ne se crée pas d'eau et que nous polluons celle que nous avons à un rythme effarant, l'eau propre devient rare. Dans notre système de marché comme le nôtre, la rareté crée la vente. Or, l'eau pure étant de plus en plus rare, plusieurs pensent à en tirer leur épingle du jeu. L'eau devient alors une marchandise. On parle alors de privatisation de l'eau, de ses aqueducs, de ses usines d'épuration, de ses circuits de distributions, etc.

**Économiser l'eau**

Avant de chercher à privatiser l'eau, pensons d'abord à économiser l'eau.

La donne devient plus qu'urgente quand on sait que le réseau d'approvisionnement et de distribution de l'eau de la *Ville de Montréal* est tellement vétuste qu'il laisse fuir 40% de l'eau traitée qui y circule. Mentionnons toutefois que la *Ville* met ses culottes et prend le problème en main, de sorte que tout devrait être à sec d'ici 2015. *Longueuil* songe également à suivre le bal.

Que penser de l'installation de compteurs d'eau qui ferait payer aux méchants abuseurs (et à tous les autres) leur consommation d'eau courante? L'expérience a été tentée au cours des dernières années en Angleterre et en Afrique du Sud. A-t-elle été concluante? Oui, malheureusement! On y a observé des problèmes d'hygiène chez les personnes les plus pauvres qui se sont vues encore une fois forcées d'économiser sur les dépenses compressibles (nourriture, médicaments, eau) pour faire face aux dépenses incompressibles (loyer, chauffage,

éclairage). C'est donc dire que la solution ne se trouve pas là.

Pour *Eau secours*, c'est clairement chez les industriels qu'il faut installer des compteurs d'eau, car ils consomment plus de 75% des eaux traitées, mais ne paient que 20% de la facture. La balance est évidemment payée par vous savez qui: vous et moi. Quand on sait qu'*Alcan* consomme à elle seule un milliard de litre d'eau par année, on est en droit de poser des questions sur la répartition du coût des eaux traitées et sur les efforts de chacun en matière d'économie d'eau.

Une politique nationale de l'eau existe. Elle ne constitue toutefois qu'un document d'orientation, pas une loi. Depuis son adoption en 2002, aucun gouvernement n'a daigné y ajouter un plan d'action, ni même un échéancier de réalisation. Investir de l'argent pour la mettre en œuvre? Comme diraient certains, faudrait pas trop en demander là! ■

*Eau secours*: Une coalition pour une gestion responsable de l'eau propose trois pistes de solutions pour dénouer tous ces problèmes.

**1- Au niveau public**, que la politique nationale de l'eau soit mise en application et qu'on y mette le budget pour ce faire, ce qui nécessite l'abandon de toute idée de privatisation des équipements;

**2- Au niveau des entreprises**, que le gouvernement sévise contre les pollueurs en ne leur octroyant aucun permis d'exploitation ou en leur retirant si elles ne traitent pas leurs produits polluants avant de les déverser dans l'eau;

**3- Au niveau des individus**, que ceux-ci agissent en citoyens responsables en économisant l'eau qu'ils emploient, en buvant sans crainte l'eau du robinet, en délaissant l'achat d'eau embouteillée inutile et polluante et en faisant pression sur les élus pour que la politique de l'eau soit appliquée.



Pour consulter les documents produits par *Eau secours*, pour connaître davantage leurs activités, ou encore pour vous impliquer, visitez [www.eausecours.org](http://www.eausecours.org)

## ACTUALITÉS DES MEMBRES

Des nouvelles de chez vous... racontez-nous ce qui en est.



### Carrefour d'entraide Lachine

Le *Carrefour d'entraide Lachine* célèbre cette année ses 30 années d'existence. Pour l'occasion, la troupe *Le théâtre à la carte* nous présentera « Les trente ans du CEL » le mercredi 8 octobre 2008, à 17h30 à la salle l'Entrepôt située au 2901 boul. St-Joseph à Lachine.

### Rencontre Châteaugoïse

La *Rencontre Châteaugoïse* appuie un projet de recours collectif initié par un citoyen contre la *Commission scolaire de la Grande Seigneurie* pour forcer ces derniers à respecter les principes de la loi sur la gratuité scolaire, notamment en ce qui concerne les effets scolaires. À terme, cette cause pourrait faire jurisprudence et servir aux citoyens des autres régions du Québec.

### Aliment d'ici

Comité appartenant au *GRIP-UQAM* et à la *Table, Aliments d'ici* milite pour une alimentation locale, écologique, saine, solidaire, accessible et juste. Depuis mai dernier, il nous offre *Cuisine locale*, un livre qui propose des recettes selon les saisons et dont tous les ingrédients sont d'ici. Disponible à la librairie du Marché Jean-Talon.

### Aliment'action St-Michel

Durant la période estivale, *Vivre Saint-Michel en Santé* a procédé à une enquête visant à déterminer les besoins de ses citoyens en matière d'accessibilité aux fruits et légumes. Un sondage a été réalisé et des rencontres ont été tenues avec la population afin d'évaluer les difficultés rencontrées, ainsi que les différentes pistes d'actions envisageables. On souhaite ainsi définir un projet, et ce, en collaboration avec les groupes communautaires, les citoyens, les commerçants et d'autres partenaires dans le but d'améliorer l'accès aux fruits et légumes frais dans le quartier.

## La CRÉ de Montréal rend hommage à Jean-Paul Faniel



Lors de sa traditionnelle Soirée des partenaires, le 13 mars dernier, la *Conférence régionale des élus* a décerné des certificats de mérite à six personnes pour leur contribution au développement régional de l'île de Montréal. Parmi eux, soulignons la présence de Monsieur Jean-Paul Faniel, membre du *Forum régional sur le développement social* depuis plusieurs années, membre du *Forum des partenaires socioéconomiques de la CRÉ* depuis octobre 2004, et président de *Nourrir Montréal* de décembre 2005 jusqu'à novembre 2007.

Pour ceux qui ne l'auraient pas reconnu, Jean-Paul est également le coordonnateur de la *Table* depuis 1993.

## FORMULE D'ADHÉSION À LA TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Pour être membre de la *Table*, participer à ses activités régulières, recevoir les documents d'information et les bulletins À table! Et bénéficier des services de la *Table*, il suffit à chaque organisme intéressé de nous présenter sa demande d'adhésion accompagnées d'une résolution de ses instances décisionnelles à cet effet indiquant qu'il adhère au cadre de référence « *Pistes pour une politique de sécurité alimentaire communautaire* », d'être approuvé par le CA de la *Table*, de participer à une rencontre d'accueil et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 50\$. Libeller le chèque au nom inscrit en titre et envoyez-le au 8605, rue Berri, 3<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2P 2G5 Tél. : 387-7997 Téléc. : 387-2332, Internet [tablefaim@bellnet.ca](mailto:tablefaim@bellnet.ca)

Nom de l'organisme \_\_\_\_\_

Nom du (de la) représentantE \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_ télécopieur \_\_\_\_\_